

FLASH BOURSIER

LET'S TWEET AGAIN

Situation générale

En résumé :

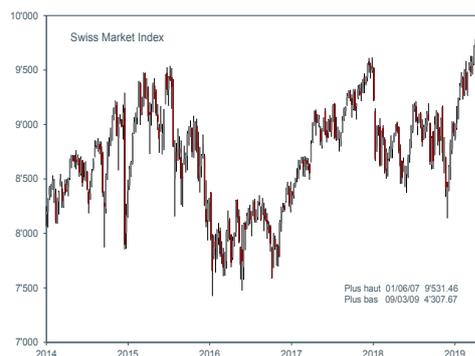
Probable introduction de taxes américaines au Mexique

Ralentissement du secteur manufacturier chinois

Sur les marchés boursiers, le mois de mai s'est terminé comme il a commencé, avec un tweet surprise du président Donald Trump qui a exacerbé les tensions. L'attitude « risk-off » (baisse de l'appétit au risque) des investisseurs a pénalisé les actions mondiales et poussé le rendement des obligations souveraines en forte baisse.

Cette fois-ci Donald Trump a pris en ligne de mire le Mexique, son troisième partenaire commercial après la Chine et le Japon, menaçant l'introduction de taxes (encore elles) à l'importation sur tous les produits en provenance du pays. Les droits de douane commenceront à 5% le 10 juin et augmenteront par palier de 5% jusqu'à atteindre 25% début octobre. La motivation ? Freiner l'immigration illégale aux Etats-Unis en mettant la pression sur son homologue mexicain pour qu'il prenne des mesures draconiennes pour stopper le flux de migrants. En chiffres, on parle de 350 milliards de dollars de biens qui arrivent chaque année du sud du Rio Grande. Plus d'un tiers provient des usines automobiles implantées au Mexique, où les constructeurs étrangers profitent d'une main d'œuvre qualifiée à moindre coût. Le secteur a par conséquent plongé. Cette rhétorique a engendré des craintes d'escalade globale de la guerre commerciale qui pourraient pousser les banques centrales à être encore plus accommodantes. Elle ne plaît pas à l'Europe, qui pourrait être la prochaine cible de la montée du protectionnisme.

La Chine assiste à un ralentissement de son secteur manufacturier avec un nouveau recul de l'indicateur PMI qui s'est établi à 49.4 en mai. Des mesures de soutien à l'économie seront très probablement mises en place. Pékin a sorti ce week-end un rapport de 21 pages qui résume la position chinoise et blâme l'administration Trump, laissant penser qu'une solution au contentieux est difficile. Il est noté qu'une large part des exportations est effectuée par les entreprises américaines opérant en Chine. Une contre-offensive visant les entités étrangères est à l'étude avec une liste d'entreprises non fiables, qui ne respectent pas les principes de marchés en coupant notamment la fourniture de produits sans raison commerciale. La Chine qui produit plus de 90% des terres rares « lourdes » envisage aussi d'en limiter les exportations. Or, ces métaux, difficilement substituables et aux propriétés physico-chimiques remarquables, sont employés dans les produits de haute technologie, allant des téléviseurs à écran plat, aux lasers en passant par les smartphones et les véhicules hybrides.



L'indice SMI se retrouve à nouveau sur son support de 9'450 points pour cause des annonces concernant les tarifs douaniers américains.

L'essentiel en bref

	USD/CHF	EUR/CHF	SMI	EURO STOXX 50	DAX 30	CAC 40	FTSE 100	S&P 500	NASDAQ	NIKKEI	MSCI EMERGING MARKETS
Dernier	1.00	1.12	9'523.98	3'280.43	11'726.84	5'207.63	7'161.71	2'752.06	7'453.15	20'601.19	998.00
Tendance	➔	➔	➔	⬇	⬇	⬇	⬇	⬇	⬇	⬇	⬇
%YTD	1.88%	-0.69%	12.99%	9.30%	11.06%	10.08%	6.44%	9.78%	12.33%	2.93%	3.34%

FLASH BOURSIER

LES OBLIGATIONS RESTENT ATTRACTIVES MALGRÉ DES RENDEMENTS NÉGATIFS



La valeur des obligations affichant un rendement négatif, atteint le seuil des 11'000 milliards

Les obligations sont une classe d'actifs incontournable pour les investisseurs. Malgré le niveau extrêmement bas des taux d'intérêt, depuis plusieurs années, les obligations sont plébiscitées à tel point que les investisseurs acceptent un taux de rendement négatif pour celles-ci.

Acheter une obligation avec un rendement négatif signifie payer l'émetteur à qui nous prêtons notre argent. Vraiment pas logique, vous en conviendrez ! Seulement, si on ne détient pas cette obligation jusqu'à son échéance, il existe toujours l'espoir de la vendre à un prix plus élevé. Cette stratégie fonctionne en 2019. Le 1er janvier de cette année, le rendement de l'emprunt de la Confédération à 10 ans était -0.25%. À priori pas très intéressant. Toutefois, la performance d'un placement dans cet emprunt affiche une performance supérieure à 3% sur les 5 premiers mois de l'année (le taux de la Confédération étant descendu à -0.5%).

Un nombre croissant d'emprunts affiche aujourd'hui un rendement négatif (pour une valeur d'USD 11'000 mrd). Il existe plusieurs raisons à cela. Le ton des banques centrales, plus accommodant, exerce une pression à la baisse sur les taux. Les attentes d'une croissance très faible dans les pays développés viennent encore accentuer ce phénomène. Les investisseurs se départissent de leurs liquidités en allant chercher un meilleur rendement sur la partie plus longue de la courbe des taux.

Seulement, le potentiel d'appréciation du cours des obligations apparaît aujourd'hui limité car les taux ne peuvent pas baisser ainsi indéfiniment. Pour tout investissement, il convient de s'assurer d'une rémunération correcte par rapport au risque encouru. Et à un certain moment, un emprunt de la Confédération apparaîtra plus risqué qu'une action d'une Blue Chip suisse.

Auteurs :

Jean-Paul Jeckelmann,
CIO, CFA

Julien Stähli,
MBF Boston University

Françoise Mensi,
Dr. ès sc. éco.

Pierre-François Donzé,
Licencié HEC

Valentin Girard,
CFA

Contact :

Banque Bonhôte & Cie SA
2, quai Ostervald
2001 Neuchâtel / Suisse
T. +41 32 722 10 00
contact@bonhote.ch
www.bonhote.ch

f facebook.com/
banquebonhote

in linkedin.com/company/
banque-bonh-ete-&-cie-sa

twitter.com/
alexvincent

Ce document, purement informatif, se base sur des informations récoltées auprès de sources considérées comme fiables et à jour, sans garantie d'exactitude ou d'exhaustivité. Les marchés et produits financiers sont par nature sujets à des risques de pertes importants qui peuvent s'avérer incompatibles avec la tolérance au risque du lecteur. Les performances passées reflétées dans ce document ne sont pas des indicateurs de résultats pour le futur. Ce document ne constitue pas un conseil ou une offre d'achat ou de vente de titres ou de quelque produit financier que ce soit à l'intention du lecteur et n'engage ainsi en aucun cas la responsabilité de la Banque. La Banque se réserve le cas échéant le droit de s'écarter des avis exprimés dans ce document, notamment dans le cadre de la gestion des mandats de ses clients et de la gestion de certains placements collectifs. La Banque est une banque suisse soumise à la surveillance et à la réglementation de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA). Elle n'est ni au bénéfice d'une autorisation, ni surveillée par un régulateur étranger. Par conséquent, la diffusion de ce document hors de Suisse, comme la vente de certains produits à des investisseurs résidents ou domiciliés hors de Suisse, peuvent être soumis à des restrictions ou à d'éventuelles interdictions en vertu de lois étrangères. Il incombe au lecteur de se renseigner quant à son statut à cet égard et de respecter les lois et règlements qui le concernent. Nous vous conseillons de consulter des conseillers professionnels qualifiés notamment en matière juridique, financière et fiscale pour déterminer votre position par rapport au contenu de la présente publication.